

Aux Médias,

Lausanne, le 28 août 2026

Communiqué de presse : Liberté de vote sur l'initiative pour une alimentation sûre

Le 27 septembre prochain, nous serons appelé-es à voter sur l'initiative pour une alimentation sûre qui propose d'augmenter le taux d'auto-provisionnement alimentaire à 70% dans les dix prochaines années. Le comité d'Uniterre a décidé de laisser la liberté de vote.

L'initiative populaire « Pour une alimentation sûre – grâce au renforcement de la protection indigène durable, à davantage de denrées alimentaires végétales et à une eau potable propre (initiative sur l'alimentation) » propose de changer la Constitution à plusieurs niveaux. Le point central de cette initiative est la fixation d'un objectif d'auto-provisionnement alimentaire de 70% d'ici à 10 ans. Pour rappel, il n'atteint aujourd'hui pas les 50%. Pour ce faire, les initiant-es tablent sur une augmentation de la production végétale corrélée à une diminution de la production animale. Le texte d'initiative prend soin de rajouter dans ses exigences une forte protection de l'environnement (sol, eaux, biodiversité, écosystèmes, climat, semences). Ces objectifs sont louables et vont dans le sens des intentions d'Uniterre : une agriculture qui sait s'adapter et relever les défis environnementaux et qui nourrit la population dans une perspective de souveraineté alimentaire.

Toutefois, nous critiquons plusieurs aspects de cette initiative. Tout d'abord, se pose la question du lancement d'une initiative sur l'agriculture sans le soutien d'une seule organisation agricole du pays, dans un contexte où les autres initiatives agricoles de ces dernières années ont été source de très grandes tensions. Nous doutons que l'outil de l'initiative soit très productif au vu des précédents. Nous dénonçons, cependant, les opposant-es qui parlent de "l'initiative végane", pour seule fin d'exacerber les tensions et créer des clivages. Dans ce contexte, n'oublions pas que 70% des surfaces agricoles utiles en Suisse sont constituées de prairies et de pâturages, valorisables uniquement par le bétail, sans tenir compte des alpages. Ensuite, lorsqu'on se penche sur les demandes de l'initiative, il nous paraît tout à fait illusoire de vouloir bouleverser tout le système agricole suisse en l'espace de dix ans. Dans l'agriculture, les investissements se comptent en générations. Prenons l'exemple de la production laitière et de la viande : comment adapter toutes les infrastructures liées à l'élevage en si peu de temps ? Qui en porterait ces coûts ? Qui comblerait le manque à gagner lié à la diminution des cheptels en faveur de la production végétale ? À cela s'ajoute la question de la méthode pour atteindre 70% d'autosuffisance alimentaire en si peu de temps et avec un Parlement conservateur : nous redoutons que la voie de l'intensification (robotisation, agrandissement des surfaces, monocultures, hors-sol, etc.) ne soit choisie, à l'opposé du projet de l'agriculture paysanne. Finalement, nous estimons que changer le comportement des consommatrices et

consommateurs en si peu de temps n'est tout simplement pas possible, au vu du contexte politique et culturel actuel en Suisse.

Nous ne souhaitons pas opposer production animale et production végétale et plaidons bien plus pour une agriculture paysanne diversifiée, centrée sur la polyculture-élevage, une main d'œuvre conséquente et des revenus qui permettent aux paysannes et paysans de vivre dignement de leur métier. **Au vu de ces différentes appréciations, le comité d'Uniterre a décidé de laisser la liberté de vote, conscient de l'importance des thématiques abordées par l'initiative mais dubitatif quant à la manière de faire et aux objectifs irréalisables en si peu de temps.**

Contacts

Martine Gerber, membre du comité (FR) : biomemey.bex@gmail.com, 079 262 85 45

Karel Ziehli, secrétaire politique (FR/DE) : k.ziehli@uniterre.ch, 079 266 16 57